



## Conseil Municipal

### Séance du 8 novembre 2019

L'an deux mille dix-neuf, le huit novembre, à 19 h 00, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

**PRESENTS** : Monsieur Michel FRANÇOIS, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Valérie BRARD-TRIGO, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE,

**POUVOIRS** : Monsieur Pierre BREMOND donne pouvoir à Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Sébastien PERE donne pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD, Monsieur Laurent POUPIN donne pouvoir à Monsieur Damien AUBRION, Monsieur Patrick SITAUD donne pouvoir Madame Anne VERMOTE,

**Excusé** : Monsieur Didier FERJOUX,

**Absent** : Monsieur Aymeric DUVAL,

**Secrétaire de séance** : Madame Laetitia BOURSIER

Présentation du dispositif RAMSAR par Kévin LELARGE, conservateur de la Réserve naturelle nationale du Pinail.

#### **§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance**

Le procès-verbal de la séance du 13 septembre 2019 est présenté aux membres du conseil.

#### **§2- Délibérations**

##### **Arrivée de Madame Valérie BRARD-TRIGO à 19 h 55**

##### **Délibération n° 1 - Avis sur la proposition de labellisation RAMSAR du Pinail**

Suite à la présentation de Kévin LELARGE, conservateur de la Réserve naturelle nationale du Pinail, sur le dispositif RAMSAR et après délibération les membres du conseil donnent un avis favorable sur la proposition de labellisation RAMSAR pour le Pinail.

**Adopté à l'unanimité**

##### **Délibération n° 2 - Groupement achat informatique avec l'Agence des territoires 86**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu les statuts de l'Agence des Territoires de la Vienne ;  
Vu la délibération en date du 07 juillet 2017 portant adhésion de la commune de DISSAY à l'Agence des Territoires de la Vienne ;  
Vu le code de la commande publique, et notamment ses articles L2113-6 et suivants ;

**Considérant** que l'Agence des Territoires de la Vienne propose la constitution d'un groupement de commandes à ses adhérents pour l'acquisition de solutions informatiques ;

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'Agence des Territoires de la Vienne a vocation à apporter une assistance technique, juridique et informatique aux collectivités membres, dans un cadre mutualisé.

Il est précisé que le groupement de commandes permettrait de coordonner et de regrouper les acquisitions afin de bénéficier d'une économie d'échelle.

Le présent groupement de commandes remplacera le précédent groupement constitué par Vienne Services devenu l'Agence des Territoires de la Vienne, à l'échéance des marchés en cours d'exécution.

Aussi, conformément aux dispositions des articles L2113-6 et suivants du code de la commande publique, il est proposé de créer un tel groupement dans les conditions principales suivantes :

**Composition du groupement de commandes :**

Le groupement sera constitué des collectivités adhérentes à l'Agence des Territoires de la Vienne qui auront signé la convention constitutive définissant les modalités de fonctionnement du groupement.

**Objet du groupement de commandes :**

Dans le cadre d'une mutualisation, il est proposé de se grouper pour l'acquisition de solutions informatiques.

**Convention constitutive du groupement de commandes :**

Les modalités de fonctionnement dudit groupement seront fixées au sein de la convention constitutive qui sera proposée à chacun des membres du groupement et qui est annexée à la présente délibération.

**Coordonnateur du groupement :**

Conformément aux dispositions des articles L2113-6 et suivants du code de la commande publique, il est proposé de désigner l'Agence des Territoires de la Vienne en qualité de coordonnateur du groupement.

**Commission d'appel d'offres du groupement :**

En application de l'article L1414-3 du code général des collectivités territoriales, il est proposé que la commission d'appel d'offres du groupement soit celle du coordonnateur.

Après avoir pris connaissance des différents documents fournis par l'Agence des Territoires de la Vienne,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**DECIDE :**

- D'approuver la création du groupement de commandes pour l'acquisition de solutions informatiques ;
- D'adopter la convention constitutive de ce groupement ;
- D'autoriser le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

Adopté à l'unanimité

**Délibération n° 3- Convention pour la plantation, l'entretien et la pérennité des haies**

Monsieur le Maire présente le projet de convention pour la plantation, l'entretien et la pérennité des haies mises en place dans le cadre de l'opération « trame verte – trame bleue » entre la commune, le propriétaire et le fermier. Ce projet représente la plantation de 260m de haie double le long de la parcelle ZD47

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à signer la convention

Adopté à l'unanimité

**Délibération n°4 - Règlement intérieur du camping**

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le projet de règlement intérieur du camping.

Après délibération, le conseil adopte ce règlement.

Adopté à l'unanimité

#### Délibération n°5 - Convention avec la société Alfran

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil le projet de convention avec la société Alfran pour la mise à disposition de brochures touristiques au camping.

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le Maire à signer la convention

Adopté à l'unanimité

#### Délibération n°6 - Admission en non-valeur

Monsieur Le maire propose au Conseil Municipal l'admission en non-valeur des titres émis sur le budget principal dont le total est de 833.66 €

Pour ces titres, le comptable invoque des créances inférieures au seuil de poursuite, des poursuites sans effet ou des demandes de renseignements négatives

Le montant total de ces admissions en non-valeur est inscrit à l'article 6541 de chaque budget concerné

Après délibération, le conseil accepte l'admission en non-valeur de la somme de 833.66€ - article 6541

Adopté à l'unanimité

#### Délibération n°7 - Créances éteintes

Madame la Trésorière a présenté un état de créances éteintes pour lesquelles les redevables sont insolvable ou introuvables.

La créance éteinte s'impose à la commune et au trésorier et plus aucune action de recouvrement n'est possible.

Après délibération, le conseil accepte l'admission en créances éteintes - article 6542 – du montant suivant :

Budget général	2 462.92
----------------	----------

Adopté à l'unanimité

#### Délibération n°8 - Décisions modificatives

Suite à la contractualisation de l'emprunt pour les travaux du Centre bourg, il convient de procéder à la régularisation des comptes de remboursement des intérêts et du capital pour l'exercice 2019

- Fonctionnement  
Intérêts d'emprunt 66111 : + 7 000  
Titres annulés 673 : - 7 000
- Investissement  
Capital 1641 + 20 700  
Bâtiments scolaires 21312 op 140 : - 20 700

Après délibération, le conseil approuve cette décision modificative

Adopté à l'unanimité



### Délibération n°9 - Dénomination des voies dans les lieux-dits

Afin de répondre aux exigences d'avoir des adresses précises pour le raccordement potentiel des usagers à la fibre optique, il convient de dénommer précisément certaines rues dans les hameaux ou villages de la commune.

Proposition :

Lieux-dits « Marit » et « Vassé » → Rue de Marit

Lieux-dits « L'herbaudière » et « Les Poiriers Jaunets » → Rue de l'Herbaudière

Lieu-dit « La Jonchère » et une partie du lieu-dit « Les lises de la Jonchère » → Rue de la Jonchère

Lieu-dit « La Riuserie » → Rue de la Riuserie

Lieu-dit « Le terroir des grésils » → Chemin des Grésils

Lieux-dits « Nouzillet » et « Vilvert » → Rue de Vilvert

Impasse desservant l'ALSH de Puygremier → Impasse de Puygremier

Lieu-dit La ferme du pont → Rue de la Ferme du Pont

Lieu-dit « Les hauts de Montigny » → Chemin des hauts de Montigny

Après délibération, le conseil approuve l'ensemble de ces propositions

Adopté à l'unanimité

### Délibération n°10 - Autorisation de signature pour les abandons de parcelle

De nombreux bornages de voies et chemins ont eu lieu au cours des dernières décennies sur la commune sans que les actes permettant le passage dans le domaine public n'aient été rédigés.

Une procédure d'abandon de parcelle peut être proposée aux riverains.

Après délibération, le conseil approuve la mise en place de cette procédure et autorise Monsieur le Maire à signer les documents constatant ces abandons.

Adopté à l'unanimité

### Délibération n°11- Mise à jour du tableau des effectifs

Vu la délibération du 29/06/2019

Vu la liste d'aptitude d'accès au grade d'agent de maîtrise par voie de promotion interne suite à la CAP de catégorie C en sa séance du 25/09/2019

Monsieur le Maire propose l'ouverture d'un poste d'agent de maîtrise 35/35<sup>ème</sup> à compter du 15/12/2019 fermeture à la même date du poste d'Adjoint Technique occupé par l'agent

GRADE	Poste / service
<b><u>Administratifs</u></b>	
Attaché principal - 35/35°	En détachement
Directeur général des services emploi fonctionnel	Directrice Générale des services
Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe- 35/35°	Service urbanisme - Etat civil - Accueil

Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe-35/35°	Service comptabilité Investissement / Fonctionnement
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe-35/35°	Assistante Ressources Humaines
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe-35/35°	Accueil, Caisse des écoles, Election, CCAS
Adjoint administratif territorial 35/35°	Agent d'accueil
<b>TECHNIQUE</b>	
Technicien principal 1 <sup>ère</sup> classe TC	Responsable du service technique
Agent de maîtrise principal TC°	Service bâtiment
Agent de maîtrise principal TC	Service espaces verts
Agent de maîtrise TC	Service espaces verts 15/12/2019
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe TC	NON POURVU au 15/12/19
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe TC	Service voirie, polyvalent
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	NON POURVU AU 01/09/2019
Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe TC	01/09/2019 Ménage-espaces verts
Adjoint technique territorial TC	Service Bâtiment, voirie
Adjoint technique territorial TC	Service espaces verts
Adjoint Technique territorial TC	Service espaces verts
Adjoint Technique territorial TC	Service espaces verts
<b>ECOLES ET DIVERS</b>	
Agent de maîtrise - TC	Service cuisine centrale
Agent de maîtrise TC	Service cuisine centrale
Adjoint d'animation territorial- 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
Adjoint d'animation territorial - 33/35°	Référent Périscolaire PEV
Adjoint d'animation territorial - TC	Référent Périscolaire TL
Adjoint d'animation territorial- TC	Accueil TL + ALSH
Adjoint d'animation territorial- TC	Responsable ALSH
Adjoint animation territorial 31/35	Garderie – entretien locaux
Adjoint d'Animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe TC	Animation – Secteur Jeunes
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe 28/35	Transport – Cantine maternelle
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe 28/35	Cantine maternelle, transport scolaire
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe 34/35	Cantine élémentaire, transport scolaire, ménage
Adjoint technique territorial 32/35	Cantine élémentaire
ATSEM principal de 1 <sup>ère</sup> classe 32/35	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> – 33/35°	Service de l'école maternelle, garderie
ATSEM principal de 2 <sup>ème</sup> – 30/35°	Service de l'école maternelle, garderie, transport
<b>CULTURELLE</b>	



Adjoint du patrimoine 35/35	Médiathèque
-----------------------------	-------------

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les contrats aidés et les contrats d'apprentissage ne rentrent pas dans le tableau des effectifs.

Après délibération, le conseil approuve cette ouverture de poste.

**Adopté à l'unanimité**

#### **Délibération n°12 - Suppression amortissement sur fonds de concours**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil que dans le cadre des travaux du centre Bourg, un fonds de concours est versé à la Communauté Urbaine Grand Poitiers, afin de participer au financement de cette opération.

Le conseil municipal a décidé, il y a plusieurs années, de mettre en place le système de l'amortissement en matière d'investissement.

En accord avec le trésorier, il est proposé au conseil, à titre dérogatoire, de ne pas pratiquer d'amortissement sur ce fonds de concours, ce qui allègera la charge du budget principal.

Après délibération, le conseil accepte cette proposition.

**Adopté à l'unanimité**

#### **Délibération n°13 - Approbation du rapport de la CLECT**

VU l'article 1609 nonies C du CGI,

VU le rapport de la CLETC du 26 septembre 2019,

VU l'arrêté préfectoral 2016-D2/B1-036 du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radégonde à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,

VU l'arrêté préfectoral 2017-D2/B1-010 du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C – IV du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie le 26 septembre 2019 pour évaluer le montant des charges et produits transférés à Grand Poitiers Communauté urbaine ainsi que les sommes des charges rétrocédées aux communes.

Ces charges et produits correspondent :

- Au transfert de l'Ecole de Musique de Migné-Auxances
- A la régularisation de la compétence « Petite – Enfance » (Beaumont-Saint-Cyr, Dissay et Jaunay-Marigny)
- A la rétrocession du balayage des voiries communautaires (Jaunay-Marigny)
- A la rétrocession d'anciennes subventions communautaires (Chauvigny et Jardres)
- Au transfert de la gestion des ZAE 100 % aménagées et commercialisées : Chauvigny, Dissay (ZAE de Puygremier) et Saint-Georges-Lès-Baillargeaux.

Le tableau ci-dessous synthétise le résultat des travaux de la CLETC :

Commune	Fonctionnement EMMA	Investissement EMMA pendant 12 ans	Investissement EMMA à partir de la 13 <sup>e</sup> année	Petite Enfance	ZAE	Rétrocession Balayage	Rétrocession Subventions
Beaumont-Saint-Cyr	-	-	-	4 762	-	-	-
Chauvigny	-	-	-	-	2 112	-	- 2 000
Dissay	-	-	-	16 908	2 629	-	-
Jardres	-	-	-	-	-	-	- 2 500
Jaunay-Marigny	-	-	-	48 249	-	- 33 500	-
Migné-Auxances	260 544	117 298	21 140	-	-	-	-
Saint-Georges-Lès-Baillargeaux	-	-	-	-	5 470	-	-
<b>TOTAL DES CHARGES NETTES EVALUEES</b>	<b>260 544</b>	<b>117 298</b>	<b>21 140</b>	<b>69 919</b>	<b>10 211</b>	<b>- 33 500</b>	<b>- 4 500</b>

Il a aussi été présenté en CLETC le choix de la commune de Migné-Auxances, seule commune pour laquelle une charge nette d'investissement a été évaluée le 26 septembre 2019, de mettre en place l'attribution de compensation d'investissement pour les investissements ci-dessus.

Les imputations des attributions de compensation sur les budgets communautaires et communaux sont ainsi définitivement arrêtées.

**Après délibération, le conseil approuve le rapport de CLETC du 26 septembre 2019.**

#### **Adopté à l'unanimité**

Une information a également été apportée sur la méthode retenue pour le transfert des Zones d'Activités Economiques restantes afin de permettre aux communes concernées, dont Dissay (ZAE de la Bélardière) de se prononcer.

Le conseil décide, à l'unanimité, de ne pas transférer la ZAE de la Bélardière à la Communauté Urbaine de Grand Poitiers.

#### **- Information sur le règlement local de publicité intercommunal**

Monsieur le Maire présente aux membres le diaporama sur le règlement local de publicité mis en place par la Communauté Urbaine de Grand Poitiers. Suite à la validation par le conseil communautaire les PLU des communes devront être mis en compatibilité.

Aucune observation n'est formulée.

### **§ 3 – Questions et informations diverses**

Monsieur Jean-Claude RICHARD fait part aux membres du conseil que plusieurs personnes demandent à ce que des toilettes publiques soient installées dans le Centre Bourg.

Monsieur le Maire répond que ce dossier est à l'étude.

Madame Christine ROYER s'interroge sur la modification de la signalétique place Pierre d'Amboise et rue du Parc.

Monsieur le Maire répond qu'une étude devra être menée par la commission.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil de sa rencontre avec des représentants de la SNCF services mobilités et gare, afin de faire le point sur l'entretien des abords de la halte de Dissay. Des engagements ont été pris pour l'améliorer.

#### **- Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission.

La séance est levée à 23 h 40.

Prochains conseils: **le 13 décembre à 19 h 00.**

